

Programme Politique



Arc-en-Ciel

Pour la France
pluri-ethnique et multi-culturelle



Toute l'information en continu sur **Arc-en-Ciel**
et son candidat aux présidentielles sur :

<http://www.arc-en-ciel.tm.fr>

<http://www.arc-en-ciel.asso.fr>

<http://www.lenouveaumonde.info>

Présidentielles 2007



Alain Coutte

JE VOTE

Coutte que Coutte

Le bon sens près de MES sous

Alain COUTTE est né au Sénégal, de parents victimes, pour l'un du régime nazi, pour l'autre du bolchevisme.

Il a passé 17 ans de sa vie dans le commerce international et dans des groupes français de premier plan où il a exercé des fonctions de dirigeant.

Veuf très jeune, il a élevé seul ses deux enfants.

Il habite en Provence.

Chercheur indépendant, mais aussi auteur polygraphe engagé auprès des minorités, il a écrit 28 livres et des centaines d'articles sur Internet.

Il préside l'association « Euro-Minorités » qui lutte contre toutes les formes de discriminations, d'esclavage, de racisme et d'antisémitisme.

Il n'a jamais fait de politique, ni voté de sa vie et refuse d'être un « politicien ». Il s'est engagé uniquement pour donner un grand projet à la France d'aujourd'hui.

Il est un gestionnaire rigoureux, soucieux de l'argent des Français.

Programme Politique

Le programme politique d'**Arc-en-ciel** se résume en **dix propositions pour la France, claires, nettes, précises et sans aucune démagogie qui s'articulent autour :**

- d'un **projet de société,**
- d'un **modèle économique,**
- d'une **croissance pour toutes et tous.**

Je m'engage sur l'honneur à appliquer ce programme.



Alain Coutte

« La démocratie, ce n'est pas la loi de la majorité, mais la protection de la minorité. »

Albert Camus

Chapitre 1

Démocratie :

Pour une véritable définition des pouvoirs

La démocratie, c'est d'abord la transparence. Celle-ci doit commencer par s'appliquer au plus haut sommet de l'État.

Il n'y a pas de démocratie sans responsabilité.

On n'a jamais autant parlé de démocratie, et pourtant les citoyens n'ont jamais été aussi peu associés au fonctionnement des institutions. Ils n'ont jamais été autant méprisés par elles.

La liberté d'expression et de réunion doit être absolue, ainsi que le droit pour tous de se présenter dans les mêmes conditions aux élections et d'accéder aux médias.

Les politiciens sont les représentants du peuple et non une caste de privilégiés qui se reproduit par népotisme.

La notion d'immunité doit disparaître.

Notre système actuel soumet le Parlement au Président de la République. Dans une véritable démocratie, le régime présidentiel doit séparer les pouvoirs entre l'exécutif et le législatif qui doit être un véritable contre-pouvoir.

Le scrutin électoral, dans son ensemble, doit être réformé afin de rétablir la représentation des différentes sensibilités politiques au sein du Parlement.

Il faut une réforme fondamentale pour simplifier les institutions et les lois : les citoyens doivent facilement comprendre comment elles fonctionnent et quels sont leurs droits et leurs devoirs.

Chapitre 2

Economie et fiscalité

Les priorités du programme s'adressent à **TOUS** les citoyens. Elles concernent :

1- L'**emploi**. L'objectif est de créer entre 1 et 2 millions d'emplois dans les 12 prochains mois, puis de ramener le chômage à un taux de 3% par rapport à la population active.

Qui crée des emplois en France ?

80% des emplois sont créés par des artisans, commerçants, TPE (Très Petites Entreprises) et PME, dont les responsables prennent des risques énormes.

Sans de véritables entrepreneurs, notre pays ne pourra pas surmonter ses difficultés.

Ceux qui travaillent dur et prennent des risques doivent être gratifiés. Le travail doit être privilégié par rapport à la spéculation qui doit être taxée.

Il faut faciliter la création d'entreprises, alléger surtout les formalités administratives, doper l'emploi et récompenser les risques que prennent les entrepreneurs individuels.

Comment créer des emplois ?

A- En réduisant les charges sociales qui sont le principal frein à l'emploi pour les artisans, commerçants, TPE et PME qui recrutent - à **30% maximum** -, tout en simplifiant encore plus et en réduisant le coût de traitement de celles-ci, **avec une seule ligne sur le bulletin de salaire.**

B- En récompensant le travail et les risques pris par les entrepreneurs, **en exonérant d'impôt pendant 5 ans les sociétés nouvelles ou dynamiques qui recruteront et créeront au moins 50% d'emplois par rapport à leurs effectifs actuels.**

2- Le désendettement de la France - actuellement en faillite -, avec une dette abyssale de 2 000 milliards d'euros (dont 900 milliards d'engagements sur les retraites des fonctionnaires inclus), soit 120 000 euros par foyer fiscal imposé, ou 45% de l'épargne totale des Français, ou encore 120% du PIB, alors que l'endettement global de l'Afrique est inférieur à 280 euros par habitant.

La France est 115 fois plus endettée qu'un continent du « tiers monde » !

La France est en sous-développement, démontrant bien l'incurie des grands commis de l'Etat !

De même que les parents au chômage ne sont plus respectés par leurs enfants, comment les citoyens peuvent-ils avoir de la considération pour de piètres gestionnaires qui les gouvernent, avec des résultats aussi accablants ?

Cette dépendance humiliante à l'égard de la « finance internationale » doit cesser, notamment en faisant baisser le train de vie de l'Etat.

Réduisons les impôts pour relancer l'activité économique.

« Trop d'impôts, tue l'impôt », et favorise l'évasion fiscale, les contournements des Lois et décourage le travail des gens honnêtes.

Tandis qu'on dilapide l'argent public - NOTRE argent -, on augmente régulièrement les impôts !

Il ne suffit pas de le dire, il faut le faire !

Il faut également lutter contre la corruption, digne d'une « République bananière » !

Lutter contre la corruption permet de réduire les impôts.

Chapitre 3

Sécurité et justice :

De la justice d'Etat à l'Etat de droit

La grande délinquance sévit en toute impunité dans notre pays. C'est malheureusement un triste constat que tout le monde peut faire.

La délinquance n'est pas une fatalité. Ses causes sont plurielles : échec des politiques d'éducation parentale, de la prévention, et l'omniprésence de la société de consommation, ...

Le crime ne doit plus payer.

La réponse à la délinquance juvénile ne doit pas se résumer à la répression. Celle-ci doit aller de pair avec la prévention. Elle doit inclure une véritable politique d'accompagnement, qui associe la justice aux différentes structures d'encadrement éducatif.

Il faut réformer la Justice, lui restituer son indépendance, simplifier les procédures et lui donner les moyens nécessaires pour lutter contre la grande délinquance et la criminalité en « col blanc ».

La démocratie n'existe que dans un véritable Etat de droit.

Les citoyens doivent pouvoir se promener partout en France, et à n'importe quelle heure, en toute sécurité et liberté.

Chapitre 4

Social :

Famille, handicapés,...

Les citoyens sont responsables

La dénatalité est un des problèmes majeurs auxquels est confrontée la France, et plus largement l'Europe. Si nous n'avons plus d'enfants, les pensions et la sécurité sociale vont disparaître, et l'économie s'effondrer.

La solution est d'avoir une véritable politique familiale.

La cellule familiale est le fondement de toute société. C'est à travers elle que se fait la transmission de notre culture et de notre patrimoine. La famille doit être protégée et encouragée.

Tout couple qui souhaite avoir des enfants doit pouvoir réaliser son vœu sans entraves, en particulier financières.

Dans le cadre d'une véritable politique familiale, l'un des conjoints doit pouvoir, s'il le souhaite, s'occuper uniquement de son foyer et de ses enfants, tout en bénéficiant d'une rémunération minimale.

Les familles doivent pouvoir élever plusieurs enfants dans les meilleures conditions.

L'État n'a pas à se mêler des choix intimes de nos concitoyens. À titre d'exemple, l'égalité des droits à la vie commune entre les couples de tous sexes doit être garantie.

Les parents doivent être soutenus par la collectivité pour renforcer leur autorité parentale, et ce d'autant qu'ils sont responsables de leurs enfants mineurs.

Les personnes handicapées sont des citoyens au même titre que les autres et doivent bénéficier des mêmes droits. Notre société se doit de leur apporter les mêmes protections en tenant compte toutefois de leur handicap.

Toute discrimination doit être sanctionnée.

Les personnes les plus démunies, les sans abris, sans domiciles fixes et autres cas sociaux, doivent bénéficier de mesures d'urgence liées à leur situation. Leur réinsertion dans la société doit devenir une priorité nationale.

L'accès au logement est un droit humain. Tous les citoyens doivent pouvoir accéder à la propriété de leur logement social.

Les droits des personnes doivent être garantis contre l'arbitraire de l'Etat.

Les atteintes à la liberté individuelle doivent faire l'objet d'une sanction radicale.

La consommation outrancière d'alcool n'étant pas un délit, celle du Cannabis doit être dépénalisée. Mais son utilisation doit être toutefois réglementée par l'Etat.

Chapitre 5

Éducation et formation

L'école traverse une crise chronique depuis de longues années. Les différentes réformes qui se sont succédées ont toutes échouées. Il faut restituer l'enseignement à celles et ceux dont c'est la profession.

Les enseignants, dont le rôle est indispensable dans le système éducatif, doivent être de nouveau respectés et être soutenus dans leur autorité.

L'éducation est un investissement pour notre avenir : il faut donc y mettre les moyens en fonction des besoins réels du terrain.

L'éducation civique - qui permet l'acquisition de valeurs -, sera considérée comme une matière aussi importante que le Français.

L'Espéranto, en tant que langue commune européenne possible, doit trouver toute sa place dans l'éducation nationale.

L'enseignement secondaire et supérieur doit mener à un diplôme sérieux et efficace qui, s'appuyant sur des bases pragmatiques et concrètes, permet de trouver rapidement un emploi.

L'accent sera mis sur les stages de longue durée (3 mois minimum) dans des entreprises qui ont prouvé leur efficacité en matière de recrutement.

La formation ne se termine pas à 18 ans, mais continue tout au long de la vie active.

La formation continue deviendra obligatoire.

La formation en alternance école-entreprise sera renforcée dans tous les domaines.

Chapitre 6

Santé :

Le libre choix appartient aux Français(es)

Toute personne doit pouvoir choisir librement entre la médecine classique et les médecines alternatives, non conventionnelles.

Toute personne, quelle que soit sa situation, doit pouvoir bénéficier d'une couverture de soins, sans discrimination.

Les dépenses de santé représentent environ 20% de la masse salariale des entreprises et amputent d'autant le pouvoir d'achat des Françaises et des Français.

Les dépenses de médicaments seront mieux couvertes, mais sur la base des produits génériques.

Les contrôles doivent être renforcés. Le clientélisme des laboratoires doit être pourchassé et sévèrement puni.

Les arrêts maladie au-delà d'une semaine ne pourront être prescrits que par des médecins agréés, chacun dans leur domaine.

Tout abus sera sévèrement sanctionné.

Par ailleurs, la mise en concurrence réelle des assureurs offrira de meilleures couvertures sociales, plus adaptées à l'infinie diversité des attentes, et ce, à moindre coût.

Les Français doivent pouvoir choisir la couverture qu'ils souhaitent.

La mise en concurrence de la sécurité sociale ne saurait remettre en cause l'assistance aux plus faibles, handicapés, malades, personnes en fin de vie, dont la prise en charge est une obligation pour la collectivité.

La « société à irresponsabilité illimitée » doit faire place à une société responsable et productive.

Chapitre 7

Ecologie

L'écologie, c'est préserver le cadre de vie, l'harmonie de l'environnement.

Il faut créer les conditions pour préserver notre santé physique et mentale, ainsi que notre bonheur.

L'écologie n'est pas une idéologie inventée par des citadins doctrinaires, mais le pragmatisme et le bon sens de ceux qui connaissent encore les dures lois de la nature.

La bioéthique ne doit pas forcément s'opposer au progrès technique.

Le respect de la nature, dont nous avons besoin, passe d'abord par le respect de soi-même.

Nos villages et nos villes doivent être propres.

Les animaux sont partie intégrante de notre système biologique et doivent être protégés.

La vie d'un animal doit être respectée au même titre que celle d'un être humain.

L'éducation à l'écologie doit commencer dès le plus jeune âge en apprenant à aimer et à respecter la nature.

Chapitre 8

Culture, minorités et religion

La culture, c'est l'ensemble des traditions, modes de pensée, habitudes de vie, normes collectives et projets de société qui font qu'un ensemble d'individus se sentent un destin commun et constituent une Nation.

Une société pluriethnique et multiculturelle est une richesse qui permet de construire une France universelle.

Chaque peuple est riche de son histoire.

L'interpénétration de cultures différentes sur un même territoire, avec le métissage qui en découle, mène à une meilleure compréhension des autres, au respect, et donc à une diminution du racisme.

Les personnes faisant partie des minorités : handicapés, homosexuel(le)s, Français(es) d'origines étrangères, doivent être considérés comme des citoyens à part entière, avec les mêmes droits et devoirs.

Toute discrimination à leur égard doit être sanctionnée.

La liberté culturelle et confessionnelle doit pouvoir s'exprimer pleinement dans l'espace laïc français.

Chacun est libre d'exercer sa religion dans le respect des institutions.

Chapitre 9

L'Europe et les relations internationales

Le respect des Droits Humains doit être défendu au niveau international.

Tous les citoyens issus des minorités ethniques (Africains, Arabes, Asiatiques, Arméniens, Berbères, Kurdes, Turcs, etc.), doivent pouvoir bénéficier des mêmes droits et devoirs que les autres.

Toutes les formes de discriminations, de racisme, d'antisémitisme et d'esclavage doivent être combattus et sévèrement sanctionnés.

L'Europe doit retrouver la place qui lui revient dans le monde : rester un espace de libertés, redevenir un acteur politique majeur, ainsi qu'un modèle de société et une puissance économique de premier plan.

La C.E.E. est aujourd'hui une réalité, avec une devise plus forte que le dollar, ce qui nous donne la possibilité de préserver notre indépendance.

La Communauté européenne doit être renforcée, d'abord pour éliminer tout conflit armé comme ceux que nos aïeux ont connu et ce, jusqu'à l'intégration de la Russie dans la grande Europe historique.

La France, par son rôle historique avec la Grande-Bretagne dans la création d'Israël, doit peser de tout son poids pour résoudre ce conflit dans les plus brefs délais. Elle doit ainsi assumer ses responsabilités à l'égard du peuple palestinien. L'échec des accords d'Oslo étant désormais avéré, la solution réside dans le « droit des peuples à disposer d'eux-même », en toute souveraineté.

La France doit aussi assumer ses responsabilités à l'égard de ses anciennes colonies.

Chapitre 10

Droits de l'Homme et Immigration

La France est le pays des Droits de l'Homme et une terre d'accueil pour toutes et tous. Elle doit retrouver sa grandeur dans ce domaine qui en faisait un pays phare, envié dans le monde entier.

La France doit protéger toute personne en danger dans son pays d'origine, en lui accordant refuge sur son territoire.

La politique relative à l'immigration doit se placer dans le cadre de l'espace de liberté, de sécurité et de justice, institué par le traité d'Amsterdam (Titre IV).

Les étrangers doivent avoir, à compétences égales, les mêmes chances que les citoyen(ne)s français(es) dans tous les domaines.

Avec les NTIC (Nouvelles Technologies de l'Information et des Communications), tout dossier administratif en conformité doit être traité dans un délai d'une semaine maximum.

Toute discrimination à leur égard doit être sanctionnée.

Les réseaux de corruption seront combattus et les agents de l'Etat qui en font partie seront passibles des tribunaux.

Les étrangers qui résident en France doivent respecter la Loi. Le droit de vote doit leur être accordé au niveau local.

Tous les groupes et ligues extrémistes étrangers doivent être démantelés dans les plus brefs délais et leurs dirigeants expulsés.

Il est inacceptable que le ministère de l'Intérieur autorise dans notre pays des groupes d'extrême-droite, tels le Betar et la LDJ (Ligue de Défense Juive) qui sont interdits en Israël et aux Etats-Unis.



Alain Coutte

Votez **Alain Coutte**, notre candidat aux présidentielles 2007 :

- En militant avec nous et en vous présentant, avec notre soutien, aux législatives, municipales et cantonales ;
- En adhérent à notre mouvement avec un chèque de :
 - . 19 Euros (adhésion annuelle simple),
 - . 9 Euros (étudiants, RMIstes,...) ;
- En nous adressant vos dons à :

ARC-EN-CIEL
Bastide Blanche
Z.A. GVIO
Bâtiment E1
13127 VITROLLES

Tel : 08 73 71 03 35

Fax : 04 42 46 11 99

E-mail : info@arc-en-ciel.asso.fr

Sites Internet :

<http://www.arc-en-ciel.tm.fr>

<http://www.arc-en-ciel.asso.fr>

<http://www.lenouveaumonde.info>

Votre contribution, adhésion ou don, est déductible de vos impôts sur le revenu pour 66% de son montant, dans la limite de 20% du revenu imposable.